

F. 2002 — 2532

[C — 2002/29323]

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, notamment les articles 20 à 24;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 avril 2002;

Vu l'avis de la commission de promotion de la santé à l'école, donné le 25 mars 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.330/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement du 13 juin 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

2° administration : la direction générale responsable des services de promotion de la santé à l'école;

3° service : le service tel que défini à l'article 1^{er}, 2° du décret.

Art. 2. Lors de chaque demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, le service transmet à l'administration la liste des établissements avec lesquels il a conclu une convention – cadre, selon le modèle fixé en annexe.

Il informe l'administration de toute modification à cette liste, dans un délai d'un mois prenant cours à la date de dénonciation d'une convention-cadre, ou à la date de signature d'une nouvelle convention-cadre.

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires prévus à cette fin, les subventions sont dues par année scolaire. Elles sont liquidées à raison de 40 % avant le 15 novembre, 40 % avant le 28 février et le solde avant le 30 septembre.

Art. 4. Dans le respect de la limite globale prévue à l'article 3, la subvention forfaitaire visée à l'article 21, § 1^{er}, du décret est fixée à 16,75 euros.

Le complément de subvention forfaitaire visé à l'article 21, § 3, du décret est fixé à 2,25 euros, par élève fréquentant l'enseignement spécial, à l'exception du type 5.

Art. 5. Dans le respect de la limite globale prévue à l'article 3, le forfait social complémentaire visé à l'article 21, § 2, du décret est fixé à 5 euros.

Ce forfait social est attribué aux élèves qui, sur base de leur lieu de résidence, appartiennent à un quartier statistique classé par l'étude interuniversitaire visée à l'article 4 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale notamment par la mise en œuvre de discriminations positives sous un seuil de référence tel que la part des élèves résidant dans les quartiers classés sous ce seuil représentent un maximum de 12 % de la population scolaire de l'enseignement obligatoire.

Au plus tard le 1^{er} avril, le service est informé par l'administration du nombre d'élèves bénéficiant du forfait social, par établissement sous tutelle.

Art. 6. Dans le respect de la limite globale prévue à l'article 3, la subvention forfaitaire pour frais de transport visée à l'article 22 du décret est de 1,80 euros pour les élèves fréquentant un établissement situés dans une commune dont la densité de population est inférieure à 75 habitants par km², et de 1,40 EUR pour les autres élèves.

Art. 7. L'indexation des subventions visées aux articles 4, 5 et 6 sera réalisée selon le rapport de l'indice des prix à la consommation entre le premier septembre de l'année scolaire en cours et le premier septembre de l'année scolaire précédente.

Art. 8. Le service doit justifier de l'utilisation des sommes reçues, notamment par la production, en annexe au rapport annuel fixé par l'article 26 du décret, d'une copie certifiée conforme du plan comptable minimum normalisé dont la teneur et la présentation sont déterminés par l'arrêté royal du 12 septembre 1983.

Le contrôle de l'emploi des subventions est exercé par les fonctionnaires habilités sur base de l'article 25 du décret, soit par l'examen des pièces justificatives communiquées par le service à leur requête, soit par un contrôle sur place.

Art. 9. Moyennant le respect de la procédure fixée à l'article 8 de l'arrêté du 28 mars 2002 fixant la procédure et les conditions d'agrément des services en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, le versement de la subvention est suspendu lorsque :

1° le service met obstacle au contrôle visé à l'article 8;

2° le service ne respecte pas les conditions d'octroi des subventions;

3° le service n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Art. 10. Il peut être sursis au paiement de subventions aussi longtemps que, pour des subventions antérieures, le service reste en défaut d'un remboursement.

L'alinéa 1^{er} n'est applicable que dans la limite des créances litigieuses.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 12. Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

Annexe à l'arrêté du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001

Dénomination et adresse du service :

LISTE DES ETABLISSEMENTS AVEC LESQUELS A ETE RECONDUITE UNE CONVENTION-CADRE

Nom de l'établissement	Adresse (rue et n°)	Code postal	Localité	N° de matricule	Réseau	Niveau (fondamental; secondaire; ordinaire ou spécial)

LISTE DES NOUVEAUX ETABLISSEMENTS AVEC LESQUELS A ETE CONCLUE UNE CONVENTION-CADRE

Nom de l'établissement	Adresse (rue et n°)	Code postal	Localité	N° de matricule	Réseau	Niveau (fondamental; secondaire; ordinaire ou spécial)

LISTE DES ETABLISSEMENTS AVEC LESQUELS A ETE DENONCEE LA CONVENTION-CADRE PRECEDENTE

Nom de l'établissement	Adresse (rue et n°)	Code postal	Localité	N° de matricule	Réseau	Niveau (fondamental; secondaire; ordinaire ou spécial)

Vu pour être annexé à l'arrêté du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

N. 2002 — 2532

[C - 2002/29323]

13 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de subsidies toegekend aan de diensten voor gezondheidspromotie op school, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, inzonderheid op de artikelen 20 tot 24;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 april 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 25 april 2002;

Gelet op het advies van de Commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 25 maart 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering op de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies nr. 33.330/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2002, bij toepassing van artikel 84, 1° lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 juni 2002,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

1° decreet : het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

2° administratie : de algemene directie verantwoordelijk voor de diensten van gezondheidspromotie op school;

3° dienst : de dienst zoals bedoeld bij artikel 1, 2° van het decreet.

Art. 2. Bij elke aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning, zendt de dienst de lijst over aan het bestuur van de inrichtingen waarmee hij een kaderovereenkomst gesloten heeft volgens het voorbeeld in bijlage.

Hij brengt het bestuur op de hoogte van elke wijziging van deze lijst, binnen een termijn van een maand vanaf de datum van de verbreking van een kaderovereenkomst, of op de datum van de handtekening van een nieuwe kaderovereenkomst.

Art. 3. Binnen de perken van de budgettaire kredieten waarin daartoe wordt voorzien, zijn de subsidies verschuldigd per schooljaar. Ze worden uitbetaald ten belope van 40 % vóór 15 november, 40 % vóór 28 februari en het saldo vóór 30 september.

Art. 4. Rekening houdend met de in artikel 3 bedoelde algemene beperking, wordt de forfaitaire subsidie bedoeld in artikel 21, § 1, van het decreet vastgesteld op 16,75 euro.

De aanvulling van de forfaitaire subsidie bedoeld in artikel 21, § 3, van het decreet, wordt vastgesteld op 2,25 euro, per leerling van het buitengewoon onderwijs, met uitzondering van type 5.

Art. 5. Rekening houdend met de in artikel 3 bedoelde algemene beperking, wordt het sociaal aanvullend forfait bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet vastgesteld op 5 euro.

Dit sociaal forfaitair bedrag wordt toegerekend aan de leerlingen die, op basis van hun woonplaats, tot een statistische wijk behoren die, volgens de universitaire enquête bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, onder een dergelijke referentiedrempel ingedeeld is dat het deel van de leerlingen die in de wijken verblijven die ingedeeld zijn onder deze drempel een maximum van 12 % vertegenwoordigt van de schoolbevolking van het verplicht onderwijs.

Ten laatste op 1 april, wordt de dienst geïnformeerd door het bestuur over het aantal leerlingen die een sociaal forfait genieten, door vestiging onder voogdij.

Art. 6. Rekening houdend met de in artikel 3 bedoelde algemene beperking bedraagt de forfaitaire subsidie voor vervoerkosten bedoeld in artikel 22 van het decreet 1, 80 euro voor de leerlingen die naar een inrichting gaan van een gemeente met minder dan 75 inwoners per km², en 1,40 euro voor de andere leerlingen.

Art. 7. De in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde indexering van de subsidies zal worden uitgevoerd volgens de verhouding van het indexcijfer tussen 1 september van het lopend schooljaar en 1 september van het vorig schooljaar.

Art. 8. De dienst moet de besteding van de ontvangen bedragen verantwoorden, inzonderheid door het opstellen, in bijlage van het jaarlijks verslag bepaald door artikel 26 van het decreet, van een eensluitend afschrift van het minimaal genormaliseerd boekhoudkundig plan waarvan de inhoud en de voorstelling bepaald worden bij koninklijk besluit van 12 september 1983.

De controle op de besteding van de subsidies wordt uitgevoerd door de ambtenaren aangesteld op basis van artikel 25 van het decreet, ofwel door het nakijken van de bewijsstukken meegedeeld door de dienst op hun aanvraag, ofwel door een controle ter plaatse.

Art. 9. Met toepassing van de procedure bedoeld in artikel 8 van het besluit van 28 maart 2002 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de diensten, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheids promotie op school, wordt de storting van de subsidie opgeschort wanneer :

- 1° de dienst de in artikel 8 bedoelde controle verhindert;
- 2° de dienst de condities van toekenning van subsidies niet naleeft;
- 3° de dienst de subsidie niet gebruikt tot het doeleinde waarvoor hij werd toegekend.

Art. 10. De betaling van subsidies mag worden opgeheven zolang de dienst, voor vroegere subsidies, een terugbetaling verschuldigd blijft.

Lid 1 is slechts van toepassing binnen de perken van de betwistbare vorderingen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juni 2002.

Vanwege de regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Bijlage bij het besluit van 13 juni 2002 betreffende de subsidies toegekend aan de diensten voor gezondheidspromotie op school, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001

Naam en adres van de dienst :

LIJST VAN DE INRICHTINGEN WAARMEE EEN KADEROVEREENKOMST WERD VERLENGD

Naam van de inrichting	Adres (straat en nr.)	Postcode	Plaats	Inschrijvingsnummer	Net	Niveau (basis; secundair; gewoon of buitengewoon)

LIJST VAN DE NIEUWE INRICHTINGEN WAARMEE EEN KADEROVEREENKOMST WERD GESLOTEN

Naam van de inrichting	Adres (straat en nr.)	Postcode	Plaats	Inschrijvingsnummer	Net	Niveau (basis; secundair; gewoon of buitengewoon)

LIJST VAN DE INRICHTINGEN WAARMEE EEN KADEROVEREENKOMST WERD VERBROKEN

Naam van de inrichting	Adres (straat en nr.)	Postcode	Plaats	Inschrijvingsnummer	Net	Niveau (basis; secundair; gewoon of buitengewoon)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 13 juni 2002 betreffende de subsidies toegekend aan de diensten voor gezondheidspromotie op school, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL



F. 2002 — 2533

[C — 2002/29327]

18 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant les arrêtés du Gouvernement du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif et fixant les conditions d'octroi des subventions pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises organisant des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, notamment son article 10;

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, modifié par celui du 31 mai 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions par les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein Air donné le 22 août 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 août 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2000;

Vu les avis 30.878/4 et 30.934/4 du Conseil d'Etat donnés le 11 décembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, 4^o et 5^o de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif, les termes « et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale » sont insérés après les termes « de la région de langue française ».

Art. 2. Dans l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d'octroi des subventions pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française, les termes « et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale » sont insérés après les termes « de la région de langue française ».

Art. 3. Le Ministre qui a les Sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juin 2002.

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE